

ACCUEIL DU PUBLIC DANS LE
MORBIHAN:
LA MISSION EN VOIE D'ETRE
SACRIFIEE SUR L'AUTEL DE LA
DEMARCHE STRATEGIQUE ?

La DDFIP du Morbihan a récemment demandé aux agents et aux cadres de réfléchir sur la mise en œuvre des orientations nationales en matière d'ouverture des services au public.

Cela pourrait se traduire partout par une diminution des plages d'ouverture au public des accueils physiques et téléphoniques. Actuellement les agents sont consultés, notamment sur les « résidences fiscales » et on leur demande de faire un choix.

Les agents sont très attachés au service public, réduire les horaires serait encore un recul et comment cela sera-t-il perçu par les contribuables et les usagers dans un contexte qui est déjà tendu ?

Nous avons également dit à la Direction que la concertation n'a de sens que si l'on tient compte de l'avis des agents. Le Directeur serait d'accord avec cela, donc attendons de voir mais nous ne sommes pas optimistes.

Cependant, la finalité du projet est claire: c'est l'adaptation des missions de service public à la pénurie d'effectifs. La réduction de l'ouverture au public n'en est que la première étape.

Certes, dans les conditions actuelles, les agents souffrent du manque généralisé de moyens (humains et matériels) pour assurer correctement leurs missions. Leurs conditions de vie au travail sont fortement dégradées.

Depuis plusieurs années, ils réclament de pouvoir travailler dans des conditions acceptables: ils en viennent parfois à souhaiter des adaptations qui vont à l'encontre de la vision qu'ils ont d'un service public digne de ce nom. **Et c'est un facteur aggravant de stress au travail.**

Quelle hypocrisie de la part de l'Administration de justifier son projet au prétexte de la protection des agents, de l'amélioration de leurs conditions de travail alors que le fondement de la mesure concernant les réductions d'ouverture au public n'est que calcul budgétaire !

Cette décision fait partie de la **DÉMARCHE STRATÉGIQUE**, sur fond de tout numérique, avec ses intentions de fusions, restructurations et suppressions de structures.

L'objectif, c'est de faire des coupes sombres dans les implantations, les missions, les effectifs, les moyens, les promotions, etc ...

La DGFIP ne peut se contenter de gérer les réalités en faisant le dos rond. Elle se doit d'impulser au contraire un programme ambitieux de sauvegarde et d'extension des missions (notamment pour lutter contre la fraude fiscale) et de développement des moyens. Au-delà du sort des collègues de la DGFIP, c'est la question de la justice fiscale qui est posée.

Le modèle de service public de l'accueil ne peut pas tendre vers le tout numérique avec des plateformes téléphoniques éloignées, des bornes de renseignement et de l'accueil physique uniquement sur rendez-vous. Croyez-vous vraiment que le public va se dispenser de se déplacer au guichet pour obtenir des renseignements?

Si l'Administration veut réellement prendre en compte le mal être des agents, mal être dont elle est la seule responsable, elle doit:

Arrêter immédiatement toutes les suppressions d'emplois,

Recruter pour combler les emplois vacants,

Reconnaître pécuniairement la valeur de l'ensemble des agents.

ENSEMBLE, REFUSONS LES DIMINUTIONS D'OUVERTURE AU PUBLIC !

Lorient, le 15 janvier 2015